



**Pôle Appui Territorial  
Direction des Mobilités  
Territoire d'Aurillac**

## **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL**

### **ARRÊTÉ portant arrêté individuel d'alignement Commune de Saint Victor, lieu-dit: Aleix Route Départementale n° 352 (Hors agglomération) Parcelle n° B 372**

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Règlement de Voirie Départementale adopté par délibération le 18 septembre 2015

Vu l'arrêté n° 25-2958 du 06 octobre 2025 portant délégation de signature de Monsieur le Président du Conseil Départemental du Cantal aux Directeurs et Chefs de Services départementaux

Vu la demande du géomètre Philippe RIEU

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Alignement**

L'alignement est défini par les points du tableau ci-dessous et du plan du géomètre annexé et établi en présence du représentant du conseil départemental dont les coordonnées sont :

*Tableau de coordonnées – systèmes RGF93- Projection CC45 – zone 4*

Désignation	E	N
27	1644241.56	4201381.15
37	1644247.74	4201381.09
39	1644243.08	4201392.38
42	1644238.79	4201405.55
43	1644238.12	4201402.82
45	1644232.39	4201400.84
49	1644234.76	4201390.47
50	1644232.96	4201395.75
57	1644233.96	4201396.08

### **Article 2 : Régularisation foncière :**

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage public routier.

**ARTICLE 3 : Prescriptions sous réserve de réalisation de travaux**

Les haies sèches, clôtures, palissades, barrières doivent être établies suivant l'alignement, sous réserve des servitudes de visibilité.

Aucun matériau ne devra être stocké sur le domaine public pendant les travaux.

**ARTICLE 4 : Validité et renouvellement de l'autorisation**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Les travaux autorisés doivent être entrepris ou prorogés dans un délai maximal d'un an à compter de la date de la présente autorisation. Au-delà de ce délai, l'autorisation est caduque et doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

**ARTICLE 5 : Début d'exécution des travaux – Constat préalable des lieux**

L'intervenant préalablement au début d'exécution des travaux peut solliciter auprès du Département un constat contradictoire de l'état des lieux du domaine public routier. En l'absence de ce constat, la chaussée et ses dépendances sont réputées être en bon état.

**ARTICLE 6 : Fin des travaux**

Dès l'achèvement des travaux, l'intervenant est tenu de rétablir dans son état initial le domaine public routier. Il informe par écrit le Département de la date de la fin des travaux.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques, et plus généralement en cas de désordre constaté sur le domaine public routier imputable aux travaux autorisés, l'intervenant doit procéder aux réparations. En cas de carence, le Département procède ou fait procéder d'office aux travaux nécessaires aux frais et risques de l'intervenant.

L'intervenant doit entretenir en bon état les ouvrages implantés sur le domaine public.

**ARTICLE 7 : Responsabilité**

L'autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis du Département que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation des travaux ou de l'installation des biens mobiliers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements.

**ARTICLE 8 : Recours**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de deux mois pour présenter soit un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental du Cantal soit un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

À Aurillac, le 12 novembre 2025

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation

Le Chargé de mission Gestion du Domaine Public et Matériel



Philippe BENIT

Commune de SAINT VICTOR (15)  
Propriété de Mme Sylvie DESBLATS  
Parcelle B n° 362  
cession à la Société TOTEM France  
PLAN DE BORNAGE ET DE DELIMITATION  
dressé le 30/05/2025  
Echelle 1/250

BON POUR ACCORD SUR LA LIMITE DE BORNAGE:  
Madame Sylvie DESBLATS

Monsieur Michel MIZERMONT et Madame Marie Claude MIZERMONT

BON POUR ACCORD SUR LA LIMITE DE DELIMITATION RD n°352  
Conseil départemental du Cantal

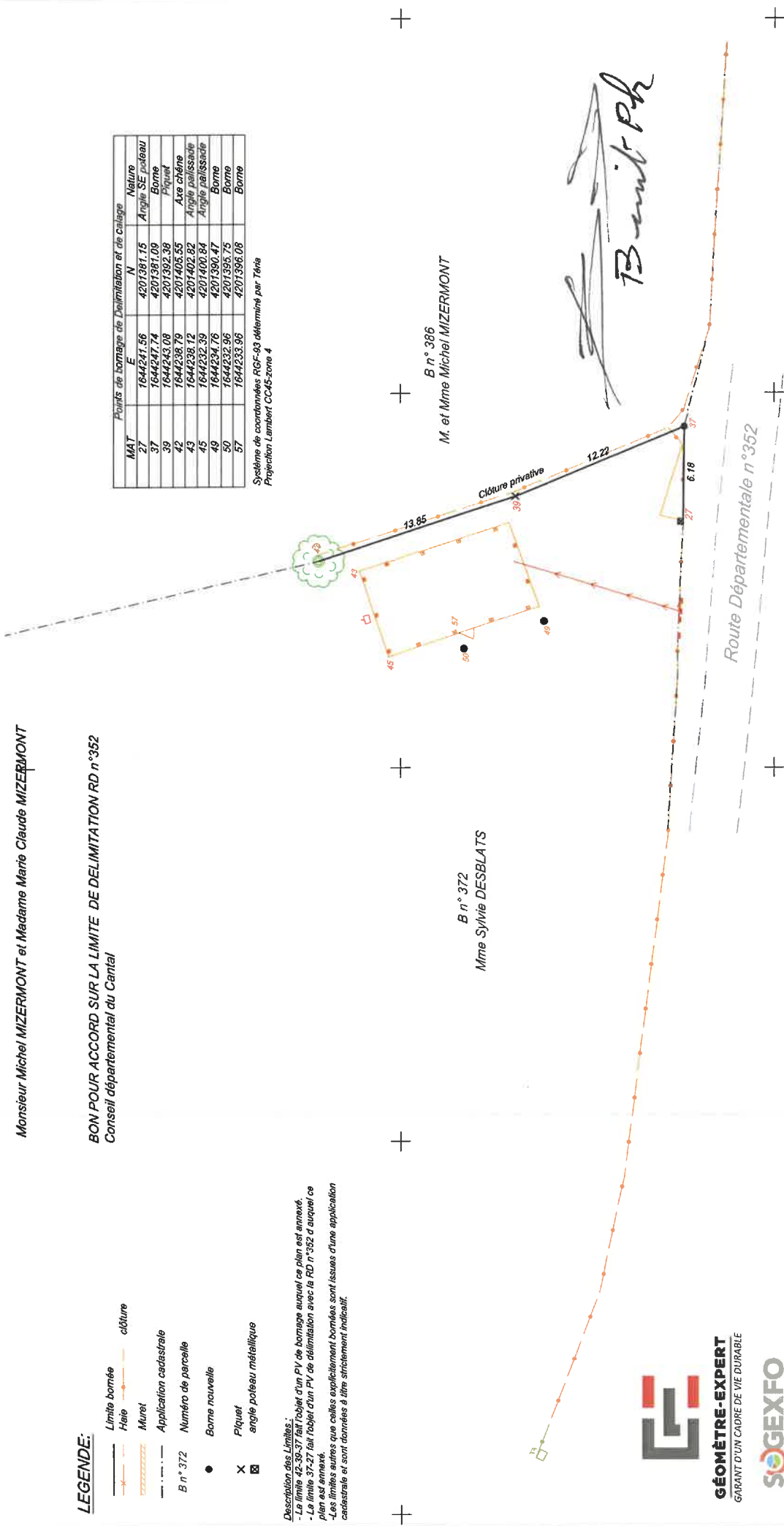
LEGENDE:

- Limite bornée
- Haie
- clôture
- Muret
- Application cadastrale
- B n° 372
- Numéro de parcelle
- Borne nouvelle
- Piquet
- angle poteau métallique

Description des Limites :  
- La limite 42-39-37 fait l'objet d'un PV de bornage auquel ce plan est annexé.  
- La limite 37-27 fait l'objet d'un PV de délimitation avec la RD n°352 d auquel ce plan est annexé.  
- Les limites autres que celles explicitement bornées sont issues d'une application cadastrale et sont données à titre strictement indicatif.

Points de bornage de Délimitation et de Collège			
MAT	E	N	Nature
27	1644241.56	4201381.15	Angle SE poteau
37	1644247.74	4201381.09	Borne
39	1644243.08	4201392.38	Piquet
42	1644238.79	4201405.55	Axe chène
43	1644238.12	4201402.82	Angle palissade
45	1644232.39	4201400.84	Angle palissade
49	1644234.78	4201390.47	Borne
50	1644232.96	4201395.75	Borne
57	1644233.96	4201396.08	Borne

Système de coordonnées RGF-93 déterminé par Téliu  
Projection Lambert CC45-zone 4



**GÉOMÈTRE-EXPERT**  
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

**SOGEXFO**  
géomètres-experts associés  
ingénierie voirie et réseaux

Philippe RIEU - Géomètre-Expert  
Inscrit à l'ordre sous le numéro: 05751  
16 boulevard Foch - 48100 - MARVEJOLS  
Dessin: G25099-SVT-TOP-V00-250530.dwg  
Trace: G25099-SVT-BOR-A3-V00-250530.pdf



A SAINT VICTOR, le 30 mai 2025

**Propriété de Madame Sylvie DESBLATS**

Commune de SAINT VICTOR (Cantal)

Section B n° 372

**PROCÈS VERBAL**  
**Concourant à la délimitation**  
**de la propriété des personnes publiques**  
**et alignement individuel**

**Au droit de la Route Départementale RD n° 352**

Dossier N° : G25099



**Philippe RIEU**  
**Géomètre-expert**  
**Numéro d'inscription à l'ordre : 05751**

*Agence de Marvejols*  
*16 Bd FOCH BP41*  
*48100 MARVEJOLS*  
*Tél : 04 66 32 07 74*  
*marvejols@sogexfo.com*

*Permanence le jeudi :*  
*94 rue Théophile Roussel*  
*48200 SAINT CHELY*  
*D'APCHER*

## Chapitre I :

*A la requête de la Société TOTEM France acquéreur d'une partie de la parcelle ci-après désignée, je soussigné, Philippe RIEU, demeurant 16 Boulevard Foch à MARVEJOLS, 48100, Géomètre-Expert inscrit au tableau du Conseil Régional de Montpellier sous le n°05751 associé de la S.E.L.A.R.L. SOGEXFO CENTRE – CABINET FALCON, ai été chargé de mettre en œuvre la procédure de délimitation partielle de la propriété de la personne publique, en l'occurrence de la Route Départementale n° 352 au droit de la parcelle section B n° 372 et dresse en conséquence le présent procès-verbal.*

### **Article 1 : Désignation des parties**

#### **Personne publique :**

**Propriétaire de la Route Départementale n°372, non cadastrée  
Village d'Aleix Commune de SAINT VICTOR**

*Département de Cantal immatriculée n°221500010 dont le siège est à l'Hôtel du département – 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC Cedex*

#### **Propriétaires riverains concernés :**

**1) Madame Sylvie Marie Jeanne DESBLATS, née le 7 juillet 1968 à AURILLAC (15).  
Demeurant ALEX - 15150 ST VICTOR.**

**Se déclarant propriétaire de la parcelle cadastrée commune de SAINT VICTOR, "LES ASCROS", Section B n° 372.**

*Selon une attestation du 19/03/1989, relatant une donation, délivrée par Me Yves CLARY notaire à PLEAUX*

### **Article 2 : Objet de l'opération**

*La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :*

- *D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et les points de limites communs,*
- *D'autre part, de constater la limite de fait, par décision unilatérale, correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier, y compris ses annexes s'il y a lieu,*

#### **Entre :**

**la Route Départementale n° 372 non cadastrée**

**et**

**la propriété privée riveraine cadastrée, section ZH n° 78**

**Le présent procès-verbal est destiné à être annexé à l'arrêté d'alignement individuel correspondant conformément à l'article L.112-1 du code de la voirie routière.**



Cet arrêté doit être pris par la personne publique propriétaire ou gestionnaire du bien affecté de la domanialité publique.

Pour clore les opérations de délimitation de la propriété des personnes publiques, l'arrêté et le présent procès-verbal devront être notifiés par la personne publique au géomètre-expert auteur des présentes ainsi qu'à tout propriétaire riverain concerné.

Si la procédure n'est pas menée à son terme, la personne publique devra en informer le géomètre-expert.

## Chapitre II :

### *Article 3 : Débat contradictoire*

*Afin de procéder sur les lieux au débat contradictoire le 30 mai 2025 à 11h00, les personnes mentionnées à l'article 1 ont été convoquées par téléphone. et courrier*

*Au jour et heure dits, j'ai procédé à l'organisation du débat contradictoire en présence de :*

- M. DEJOU Lionel qui représente Mme DESBLATS
- M. Vincent GALIBERN du département est excusé.

*L'organisation d'une réunion contradictoire permet de recueillir l'ensemble des éléments probants, les dires des parties, afin :*

- de respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien affecté de la domanialité publique
- de respecter les droits des propriétaires privés
- de prévenir les contentieux

### *Article 4 : Documents analysés pour la définition des limites*

#### Les titres de propriétés :

- Aucun acte n'a été présenté.

#### Les documents présentés par les parties :

- Les parties n'ont pas présenté de document.

#### Les documents présentés aux parties par le géomètre-expert soussigné :

1. Extrait du plan cadastral du centre des impôts fonciers d'Aurillac.



**Les signes de possession et en particulier :**

*On observe au droit de la RD n° 372 des clôtures agricoles et un portail métallique en retrait par rapport aux clôtures*

**Les dires des parties :**

*Les parties signataires ont pris connaissance de ces documents sur lesquels elles ont pu exprimer librement leurs observations.*

**Analyse expertale et synthèse des éléments remarquables :**

*La possession définie par les clôtures est conforme avec l'application du plan cadastral.  
La limite de propriété proposé suit la possession définie par les clôtures.*

## **Article 5 : Définition des limites de propriétés**

**Définition et matérialisation des limites :**

*A l'issue du débat contradictoire et de la présente analyse,*

*Après avoir constaté l'accord des parties présentes,*

**Les repères nouveaux :**

**37** : borne  
a été implanté.

**Les repères anciens :**

**27** : angle SE poteau métallique  
a été reconnu.

*Ils deviendront effectifs après établissement de l'arrêté notifié par la personne publique aux propriétaires riverains concernés, et purgé des délais de recours.*

*Les limites de propriété objet du présent procès-verbal de délimitation sont fixées suivant les lignes : 27-37*

**Le plan joint permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis par le présent procès-verbal.**

## **Article 6 : Définition de la limite de fait**

*A l'issue du constat de l'assiette de l'ouvrage public existant,*

*Après avoir entendu l'avis des parties présentes,*

**La limite de fait correspond avec la limite de propriété**

## **Article 7 : Régularisation foncière**

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la **concordance** entre la limite foncière et la limite de fait de l'ouvrage public : donc il n'y a pas de régularisation cadastrale à effectuer.

## Article 8 : Mesures permettant le rétablissement des limites

### Mesures permettant le rétablissement ultérieur des sommets des limites :

Définition littérale des points d'appui :

- **49, 50** : borne OGE nouvelle
- **43, 45, 57** : angle de Clôture de l'enceinte de l'antenne téléphonique
- **39** : piquet
- **42** : axe chêne massif (Haie) : a été reconnu

Tableau de coordonnées – systèmes RGF93- Projection CC45 – zone 4

Désignation	E	N
27	1644241.56	4201381.15
37	1644247.74	4201381.09
39	1644243.08	4201392.38
42	1644238.79	4201405.55
43	1644238.12	4201402.82
45	1644232.39	4201400.84
49	1644234.76	4201390.47
50	1644232.96	4201395.75
57	1644233.96	4201396.08

## Article 9 : Rétablissement des bornes ou repères

Les bornes ou repères, définissant les limites de propriété objet du présent procès-verbal, qui viendraient à disparaître devront être remises en place par un géomètre-expert

Le géomètre-expert, missionné à cet effet, procédera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera procès-verbal. Ce procès-verbal de rétablissement de limites devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document.

A l'occasion de cette mission, et uniquement sur demande express des parties, le géomètre-expert pourra être amené à vérifier la position des autres bornes participant à la définition des limites de propriété objet du présent procès-verbal.

## Article 10 : Observation complémentaire

Sans objet.

## Article 11 : Publication



**Enregistrement dans le portail Géofoncier ([www.geofoncier.fr](http://www.geofoncier.fr)) :**

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal dans la base de données GEOFONCIER, tenue par le Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts, suivant les dispositions de l'article 56 du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de géomètre-expert et code des devoirs professionnels. Cet enregistrement comprend :

- la géolocalisation du dossier,
- les références du dossier,
- la dématérialisation du présent procès-verbal, y compris sa partie graphique (plan, croquis...),
- la production du RFU (référentiel foncier unifié).

**Production du RFU :**

Au terme de la procédure, il sera procédé à la production du RFU (Référentiel Foncier Unifié) en coordonnées géoréférencées dans le système légal en vigueur (RGF93, zone CC44), afin de permettre la visualisation dans le portail [www.geofoncier.fr](http://www.geofoncier.fr) des limites contradictoirement définies.

**Article 12 : Protection des données**

Les informations collectées par le géomètre-expert directement auprès de vous, ou émanant d'actes présentés ou recherchés, font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité l'établissement du présent procès-verbal résultant des opérations de bornage ou de reconnaissance de limites des propriétés identifiées à l'article 2.

Ces informations sont à destination exclusive des parties désignées à l'article 1<sup>er</sup>, du géomètre-expert rédacteur, du Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts qui, conformément à l'article 56 du décret n° 96-478 du 31 mai 1996, tient la base de données foncières dans laquelle doivent être versés les procès-verbaux de bornage, ou toute société commerciale à laquelle il déléguerait cette mission sous son contrôle, et de toute autorité administrative en charge des activités cadastrales. Ces informations seront conservées pendant toute la vie de la parcelle identifiée.

Compte tenu de l'évolution des technologies, des coûts de mise en œuvre, de la nature des données à protéger ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes, le géomètre-expert met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel collectées et traitées et un niveau de sécurité adapté au risque.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.



**Règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)**

Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier à Philippe RIEU, 16 Boulevard Foch BP41 – 48100 MARVEJOLS, ou par courriel à [marvejols@sogexfo.com](mailto:marvejols@sogexfo.com). Merci de joindre la copie d'une pièce d'identité. Attention, si votre demande concerne les informations saisies dans le portail



GEOFONCIER, toute demande devra être adressée directement au Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts.

### Article 13 : *Clauses générales*

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal de délimitation dans la base de données GEOFONCIER mise en place par l'Ordre des Géomètres-Experts, suivant les dispositions du décret n° 96-478 du 31 mai 1996 modifié organisant la profession de Géomètre-Expert. Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout Géomètre-Expert qui en ferait la demande.

En référence à l'article L111-5-3 du Code de l'urbanisme, en cas de vente ou de cession de l'une quelconque des propriétés objet des présentes, son propriétaire devra faire mentionner, dans l'acte, par le notaire, l'existence du présent procès-verbal et de l'arrêté auquel il est destiné.

Fait sur 8 pages à SAINT VICTOR le 30 mai 2025.

Le Géomètre-Expert soussigné auteur des présentes

**Philippe RIEU**  
**Géomètre-Expert**



Benoit Pfr



Cadre réservé à l'administration :

Document annexé à l'arrêté n°.....

en date du .....



**Philippe RIEU**  
Géomètre-Expert Foncier

16 Boulevard Foch - 48100 MARVEJOLS  
Tél. : **04 66 32 07 74**  
**marvejols@sogexfo.com**

Permanences :

94 rue Théophile Roussel  
48200 SAINT CHELY D'APCHER  
Tél. : **04 66 31 36 22**

Code APE : 7112A  
N° SIRET : 879 227 346 00019  
R.C.S : 879 227 346  
OGE : 2020C200002  
N° TVA Intracommunautaire : FR 44 879 227 346

**Ludovic MAGNE**  
82200 Moissac

**Gaël Bouscaud**  
82200 Moissac  
82100 Castelsarrasin

**Sébastien Lacam**  
82000 Montauban

**Edouard BERGOZ**  
31500 Toulouse

**Sébastien Bressac**  
46000 Cahors

**Archives d'Albert FALCON**